

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France:
LA REVOLUTION ESPAGNOLE
17, Rue Sambre-et-Meuse. Paris

C. C. Postaux: Paris 1360-10.
C. AUDRY, Lycée Jeanne d'Arc. Rouen

Edition française hebdomadaire
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne
P. O. U. M.

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne

Prix du numéro: France 0'50 fr.
Espagne 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. 5'00 fr.

SOMMAIRE

Un plaidoyer de soi-même. — L'opinion publique espagnole et le discours de Léon Blum. — La question agraire en Catalogne. — Garde Nationale Républicaine et Milices Antifascistes. — La Révolution... dans la Police. — Le P.O.U.M. définit sa politique devant le prolétariat de Barcelone. — La Révolution dans une petite ville. — Extrait du décret sur la «syndicalisation» obligatoire. — Le pouvoir prolétarien à Lérida

Un plaidoyer contre soi-même

Le 6 septembre dernier, devant la classe ouvrière parisienne Léon Blum a tenté de justifier l'attitude de son gouvernement vis à vis de l'Espagne.

Son discours commence par une critique fondée de cette vieille lanterne que la bourgeoisie nomme «droit international». Blum rejette son habit de juriste pour constater cette vérité évidente qu'il y a autant d'interprétations du droit international qu'il y a d'intérêts en jeu.

L'Allemagne et l'Italie peuvent parfaitement reconnaître les rebelles de Burgos et les considérer comme formant le véritable gouvernement de l'Espagne. A cela les marxistes que nous sommes ne trouvent rien à redire. Nous ne connaissons comme réalité que les antagonismes de classe et les antagonismes impérialistes. Le soi-disant «droit international» est une fiction diplomatique qui sert de justification au massacre des travailleurs. Les millions de morts de la grande guerre en sont le témoignage éternel. Mais cette fiction sur laquelle Blum ironise quand il parle de l'Espagne, pourquoi l'invoque-t-il ou fait-il semblant d'y croire quand il condamne le réarmement allemand ou quand il parle simplement de la S. D. N. Si le «droit international» n'a pas d'existence au delà des Pyrénées, pourquoi en aurait-il une sur les bords du lac Léman? Les prolétaires que l'on enverra demain à la boucherie sous le prétexte de l'assistance mutuelle, cette vieille lune juridico-internationale, se souviendront de ce qu'en pensait Blum le 6 septembre. Nul doute qu'ils n'en tirent toutes les conséquences pour leur émancipation.

Après avoir nié l'existence du «droit international», Blum en arrive à la conséquence logique: pendant que la France aide le gouvernement régulier d'Espagne, les pays fascistes soutiennent les rebelles. C'est la concurrence des armements, et dans la pensée de Blum cette concurrence amènerait inévitablement la guerre européenne. On peut d'autant plus s'étonner de cette logique simpliste que, dans une autre partie de son discours, Blum affirme que *la guerre est possible quand on l'admet comme possible; fatale, quand on la proclame fatale.* Ainsi Blum inflige lui-même un démenti à son attitude dans la révolution espagnole. Blum refuse l'aide à Madrid parce qu'il croit la guerre fatale. Or rien n'est plus faux. Malgré un héroïsme formidable, c'est le manque d'armes de grande puissance qui oblige les milices ouvrières à une lente progression. C'est le manque d'avions, de canons, qui prolonge la guerre et *permet ainsi aux fascistes de recevoir malgré leur mauvaise situation géographique, les renforts allemands et italiens.* Des milliers de morts ouvriers et paysans massacrés dans les provinces occupées par les rebelles sont l'effroyable rançon de la fausse neutralité.

Une rapide victoire des forces populaires, parfaitement possible si le commerce des armes était resté ce qu'il était auparavant, c'est à dire libre, n'aurait pas accéléré les risques de guerre. Au contraire, le socialisme triomphant en Espagne, c'était l'ébranlement du fascisme européen, la démoralisation dans les rangs de la réaction, une fermentation nouvelle dans ceux du prolétariat opprimé d'Allemagne et d'Italie. Cela, Blum ne le voit pas; il juge les événements d'Espagne et d'Europe avec les lunettes des bureaucrates réactionnaires du Quai d'Orsay; et pendant que son cœur saigne à l'évocation des miliciens qui agonisent à Irun, il obéit aux forces capitalistes qui exigent la «neutralité» de la France. Rien n'exprime mieux cette soumission du Front Populaire au capitalisme que la décision prise le 8 août d'interdire les exportations d'armes de France en Espagne, décision prise unilatéralement sans attendre que l'Allemagne et l'Italie en fassent autant. Blum reconnaît que la France s'est trouvée les mains liées, autrement dit que la décision du 8 août aboutissait à favoriser les généraux fascistes. Cette «neutralité» à sens unique était donc dirigée, volontairement ou non, contre le peuple espagnol. Pour se donner une apparence de raison, Blum en vient à affirmer cette énormité qu'il *n'existe pas une seule preuve ni même une seule présomption solide que, depuis la promulgation des mesures d'exécution par les différents gouvernements, aucun d'eux ait violé les engagements qu'il a souscrits.* C'est peut-être le point de vue de l'autruche, ce n'est pas celui de l'observateur impartial. Ce sont les trimoteurs Caproni qui ont mitraillé les miliciens de Majorque. D'après les témoignages quotidiens de la presse britannique, on signale des débarquements massifs d'appareils au Portugal, la présence d'aviateurs et d'appareils allemands à Séville, l'arrivée en Galice d'avions italiens. C'est le Portugal qui, adhérent au pacte de neutralité, sert de place forte et de lieu de réunion aux généraux rebelles... Blum attend pour se faire une «certitude», les miliciens du front ont, eux, la certitude que les rebelles reçoivent des armes et des munitions qu'ils sont dans l'incapacité de produire eux-mêmes. Des miliciens se sont fait ensevelir dans les mines d'Irun, n'ayant plus une cartouche à brûler, alors qu'à Hendaye, un train de munitions venu de Barcelone, ne pouvait franchir la frontière par ordre des autorités responsables du département des Basses-Pyrénées. Ce fait seul suffit à juger la soi-disant politique de paix du Gouvernement de Front Populaire qui, par ailleurs, décide d'augmenter les crédits de guerre de 4 milliards, et accorde à la Pologne, pour ses armements un emprunt de 5 milliards. Les prolétaires d'Espagne ne sont pas dupes de cette comédie. Ils ne mettent pas leur espoir dans le Gouvernement Blum. Ils ne mettent pas non plus leur espoir dans l'U. R. S. S. qui a proclamé,